



Assemblée générale

Distr.
LIMITEE

A/C.1/47/L.2
21 octobre 1992

ORIGINAL : FRANCAIS

Quarante-septième session
PREMIERE COMMISSION
Point 62 b) de l'ordre du jour

EXAMEN ET APPLICATION DU DOCUMENT DE CLOTURE DE LA DOUZIEME SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE : MESURES DE CONFIANCE A L'ECHELON REGIONAL

Angola, Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale,
République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe,
Tchad et Zaïre : projet de résolution

Mesures de confiance à l'échelon régional

L'Assemblée générale,

Rappelant les buts et principes de l'Organisation des Nations Unies et sa responsabilité principale dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies,

Ayant à l'esprit les principes directeurs en vue d'un désarmement général et complet adoptés à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement,

Rappelant également ses résolutions 43/78 H et 43/85 du 7 décembre 1988, 44/21 du 15 novembre 1989 et 45/58 M et 45/58 P du 4 décembre 1990 et 46/37 B du 6 décembre 1991,

Considérant l'importance et l'efficacité des mesures de confiance prises sur l'initiative et avec la participation de tous les Etats concernés et compte tenu des caractéristiques propres à chaque région, du fait que ces mesures peuvent contribuer au désarmement régional ainsi qu'à la sécurité internationale, conformément aux principes de la Charte,

Convaincue que les ressources libérées par le désarmement, y compris le désarmement régional, peuvent être consacrées au développement économique et social et à la protection de l'environnement pour le bénéfice de tous les peuples, en particulier ceux des pays en développement,

Tenant compte de l'annonce faite par le Secrétaire général, le 28 mai 1992, de la création du Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, dont le rôle est de promouvoir la limitation des armements, le désarmement, la non-prolifération et le développement dans la sous-région;

Tenant compte également de la nomination par le Secrétaire général d'un Secrétaire permanent du Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale,

1. Prend acte du rapport du Secrétaire général sur les mesures de confiance à l'échelon régional, portant principalement sur la réunion d'organisation du Comité consultatif permanent chargé des questions de sécurité en Afrique centrale tenue à Yaoundé du 27 au 31 juillet 1992 sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

2. Soutient et encourage les efforts visant à promouvoir les mesures de confiance aux niveaux régional et sous-régional afin d'atténuer les tensions et de faire progresser le désarmement et la non-prolifération aux niveaux régional et sous-régional en Afrique centrale;

3. Accueille avec satisfaction le programme de travail comportant les mesures de confiance adopté par les Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale lors de la réunion d'organisation du Comité consultatif permanent tenue à Yaoundé du 27 au 31 juillet 1992 sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies;

4. Prie le Secrétaire général de continuer à apporter son assistance aux Etats Membres d'Afrique centrale pour la mise en oeuvre du programme de travail du Comité consultatif permanent;

5. Prie également le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

6. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session la question intitulée "Mesures de confiance à l'échelon régional".
